

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/203554]

24 MAI 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne (planches 1/16, 2/16, 3/16, 7/16, 8/16 et 11/16)

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau;

Vu la Directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires;

Vu le livre I^{er} du Code de l'Environnement, les articles D.52 à D.61 et D.79;

Vu le livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.216 à D.218 et les articles R.284 à R.290;

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, l'article 43, §§ 2 et 3, organisant l'enquête publique;

Vu le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne approuvé par le Gouvernement wallon en date du 22 décembre 2005 et publié au *Moniteur belge* du 10 janvier 2006;

Considérant les demandes de modification du PASH de la Senne antérieures à l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 modifiant le Code de l'Eau;

Considérant qu'il y a lieu de poursuivre la procédure de révision du PASH de la Senne selon les dispositions du Code de l'Eau antérieures à l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 2016 modifiant le Code de l'Eau;

MODIFICATION DU PLAN D'ASSAINISSEMENT PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Vu la nécessité de procéder à la modification des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique en confiant cette mission à la S.P.G.E.;

Vu l'approbation par le Gouvernement wallon de l'avant-projet de modification du PASH de la Senne en date du 6 octobre 2016;

Vu que le projet porte plus particulièrement sur :

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du Chemin des Dames sur le territoire communal de Braine-le-Comte (modification n° 13.01);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du Chemin Malpaix sur le territoire communal de Braine-le-Comte (modification n° 13.02);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une partie du Chemin de la Sablière sur le territoire communal de Braine-le-Comte (modification n° 13.03);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour le quartier du Clair Soleil sur le territoire communal de Braine-l'Alleud et de Nivelles (modification n° 13.04);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour une partie du Chemin des Eglantiers sur le territoire communal de Braine-l'Alleud (modification n° 13.05);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement collectif pour la rue Rombaut sur le territoire communal de Waterloo (modification n° 13.06);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour le quartier des Sept Fontaines sur le territoire communal de Braine-l'Alleud (modification n° 13.08);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement autonome pour une partie de la rue Cattys sur le territoire communal de Braine-le-Château (modification n° 13.09);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour une partie de la rue du Vieux Pavé d'Asquemont sur le territoire communal d'Ittre (modification n° 13.10);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue Haute Hourdenge sur le territoire communal d'Ittre (modification n° 13.11);

- le passage du régime d'assainissement collectif vers le régime d'assainissement autonome pour la rue Sartiau sur le territoire communal de Rebecq (modification n° 13.12);

- le passage du régime d'assainissement autonome vers le régime d'assainissement Collectif pour une grande partie du hameau de Mussain sur le territoire communal de Tubize (modification n° 13.13);

- le passage du régime d'assainissement transitoire vers le régime d'assainissement collectif pour le parc industriel de Soignies - Braine sur le territoire communal de Soignies et de Braine-le-Comte (modification n° 13.14);

Considérant que le Gouvernement a décidé d'accorder l'exemption simultanément à l'approbation de l'avant-projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne, qu'il a mentionné les raisons pour lesquelles il a été décidé d'exempter ce plan d'une évaluation des incidences sur l'environnement dans son arrêté du 6 octobre 2016 publié au *Moniteur belge* du 25 octobre 2016;

Considérant que le Gouvernement a chargé la S.P.G.E. de soumettre cet avant-projet de modification du PASH de la Senne à la consultation des communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; les titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et les Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu la demande d'avis envoyée le 14 novembre 2016 par la S.P.G.E. aux communes concernées par le sous-bassin hydrographique considéré; aux titulaires de prises d'eau potabilisable concernés et aux Directions générales compétentes du Service public de Wallonie;

Vu l'enquête publique organisée sur le territoire des communes concernées;

Considérant que, conformément à l'article R.288, § 4, du Code de l'Eau, les avis sont transmis dans les nonante jours de la demande de la S.P.G.E.; passé ce délai, les avis sont réputés favorables;

Vu les avis favorables ou réputés favorables des communes consultées pour l'ensemble des modifications proposées;

Vu que les enquêtes publiques organisées par les communes concernées ont suscité des observations de riverains de la commune de Braine-l'Alleud;

Considérant que la commune de Braine-l'Alleud a reçu quatre courriers de réclamations durant l'enquête publique;

Vu l'avis favorable de VIVAQUA émis en date du 19 décembre 2016 sur les modifications concernées;

Vu l'avis favorable du SPW-DGO5 (par l'intermédiaire de l'AViQ) émis en date du 20 janvier 2017 pour l'ensemble des modifications proposées;

Vu l'avis favorable du SPW-DGO3 émis en date du 1^{er} février 2017 pour l'ensemble des modifications proposées;

Vu l'avis favorable du SPW-DGO4 sur l'ensemble des modifications et l'avis favorable sous conditions sur quatre d'entre elles, émis en date du 17 janvier 2017;

Vu l'avis favorable sous conditions du SPW-DGO4 pour les modifications du PASH numérotées 13.04, 13.07, 13.12, 13.13;

Considérant que les conditions susvisées portent sur :

- la nécessité de demander un permis unique en dérogation au plan de secteur pour la construction d'ouvrages d'assainissement (13.04, 13.13);

- la prise en compte des eaux industrielles et domestiques d'une entreprise pour une épuration conjointe avec les eaux usées du quartier (13.04);

- l'absence de production d'eaux usées pour la zone proposée en régime d'assainissement collectif (13.07);

- une proposition de modification jugée insatisfaisante en l'état (13.12);

- la pertinence de maintenir une station d'épuration alors que les eaux usées de la zone sont envoyées vers une autre station d'épuration (13.13).

Considérant les commentaires apportés par la S.P.G.E. et figurant au rapport de projet;

Considérant que suite à la consultation des instances concernées, la modification numérotée 13.07 a été supprimée du projet de modification du PASH de la Senne;

Considérant que les 13 autres modifications susvisées telles que présentées dans l'avant-projet de modification du PASH de la Senne ont été maintenues;

Vu le rapport relatif au projet de modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne, visé à l'annexe I;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement approuve la modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne visée à l'annexe I.

Art. 2. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 24 mai 2017.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et
du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

Annexe I - Modification du plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne

Le plan d'assainissement par sous-bassin hydrographique de la Senne modifié est composé d'un rapport relatif aux modifications dudit PASH comprenant les cartes associées à chaque modification.

Ce rapport synthétise et commente les avis des instances et des citoyens consultés. Il intègre également les ajustements nécessaires des plans en fonction de l'évolution des données factuelles disponibles, notamment en termes de réalisation des réseaux de collecteurs et d'égouts, au sein du périmètre des plans d'assainissement par sous-bassin hydrographique.

Ces éléments peuvent être consultés auprès de la Société publique de Gestion de l'Eau, 14-16 avenue de Stassart à 5000 Namur ainsi que sur le site de la S.P.G.E. : <http://www.spge.be> (Rubrique « Assainissement »; Sous-rubrique « Plans d'assainissement (PASH) »).

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/203554]

24. MAI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne (Karten 1/16, 2/16, 3/16, 7/16, 8/16 und 11/16)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Richtlinie 2000/60/EG des europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Oktober 2000 zur Schaffung eines Ordnungsrahmens für Maßnahmen der Gemeinschaft im Bereich der Wasserpolitik;

Aufgrund der Richtlinie des Rates 91/271/EWG vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.52 bis D.61 und D.79;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.216 bis D.218 und Artikel R.284 bis R.290;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 43 § 2 und § 3, der die öffentliche Untersuchung organisiert;

Aufgrund des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne, von der Wallonischen Regierung am 22. Dezember 2005 genehmigt und im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. Januar 2006 veröffentlicht;

In Erwägung der Anträge auf Abänderung des SpZeg der Senne, die vor dem Inkrafttreten am 1. Januar 2017 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 2016 zur Abänderung des Wassergesetzbuches gestellt worden sind;

In der Erwägung, dass das Verfahren zur Revision des SpZeg der Senne gemäß den Bestimmungen des Wassergesetzbuches fortzuführen ist, die vor dem Inkrafttreten am 1. Januar 2017 des Erlasses vom 1. Dezember 2016 zur Abänderung des Wassergesetzbuches gültig waren;

ABÄNDERUNG DES SANIERUNGSPANS PRO ZWISCHENEINZUGSGEBIET

Aufgrund der Notwendigkeit, die Abänderung der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet vorzunehmen, indem diese Aufgabe der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung ("Société publique de Gestion de l'Eau") ("S.P.G.E.") anvertraut wird;

Aufgrund der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des SpZeg der Senne durch die Wallonische Regierung am 6. Oktober 2016;

Aufgrund der Tatsache, dass sich der Entwurf hauptsächlich auf Folgendes bezieht:

- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des "Chemin des Dames" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Comte (Abänderung Nr. n°13.01);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des "Chemin Malpaix" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Comte (Abänderung Nr. n°13.02);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil des "Chemin de la Sablière" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Comte (Abänderung Nr. 13.03);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für das "Quartier du Clair Soleil" auf dem Gebiet der Gemeinden Braine-l'Alleud und Nivelles (Abänderung Nr. 13.04);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Teil des "Chemin des Eglantiers" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud (Abänderung Nr. 13.05);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für die "rue Rombaut" auf dem Gebiet der Gemeinde Waterloo (Abänderung Nr.13.06);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für das "Quartier des Sept Fontaines" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-l'Alleud (Abänderung Nr. 13.08);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue Cattys" auf dem Gebiet der Gemeinde Braine-le-Château (Abänderung Nr. 13.09);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für einen Teil der "rue du Vieux Pavé d'Asquemont" auf dem Gebiet der Gemeinde Ittre (Abänderung Nr. 13.10);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue Haute Hourdange" auf dem Gebiet der Gemeinde Ittre (Abänderung Nr. 13.11);
- den Übergang vom kollektiven Sanierungsverfahren zum autonomen Sanierungsverfahren für die "rue Sartiau" auf dem Gebiet der Gemeinde Rebecq (Abänderung Nr. 13.12);
- den Übergang vom autonomen Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für einen Großteil des Weilers Mussain auf dem Gebiet der Gemeinde Tubize (Abänderung Nr. 13.13);
- den Übergang vom vorübergehenden Sanierungsverfahren zum kollektiven Sanierungsverfahren für den Industriepark von Soignies - Braine auf dem Gebiet der Gemeinden Soignies und Braine-le-Comte (Abänderung Nr.13.14);

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung beschlossen hat, die Befreiung gleichzeitig mit der Genehmigung des Vorentwurfs zur Abänderung des Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne zu gewähren, dass sie die Gründe angegeben hat, aus denen beschlossen wurde, diesen Plan in ihrem im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. Oktober 2016 veröffentlichten Erlass vom 6. Oktober 2016 von einer Bewertung der Umweltverträglichkeit zu befreien;

In der Erwägung, dass die Regierung die "S.P.G.E." damit beauftragt hat, diesen Vorentwurf zur Abänderung des SpZeg der Senne der Zurateziehung der von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, der betroffenen Inhaber von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und der zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zu unterziehen;

Aufgrund des Begutachtungsantrags, der am 14. November 2016 den von dem in Betracht gezogenen Zwischeneinzugsgebiet betroffenen Gemeinden, den betroffenen Inhabern von Entnahmestellen von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser und den zuständigen Generaldirektionen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie durch die "S.P.G.E." zugeschickt wurde;

Aufgrund der auf dem Gebiet der betroffenen Gemeinden organisierten öffentlichen Untersuchung;

In der Erwägung, dass die Stellungnahmen gemäß Artikel R.288 § 4 des Wassergesetzbuches innerhalb von neunzig Tagen ab dem Antrag der "S.P.G.E." übermittelt werden; nach Ablauf dieser Frist gelten die Anträge als günstig;

Aufgrund der günstigen oder als günstig betrachteten Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Gemeinden für sämtliche vorgeschlagenen Abänderungen;

Aufgrund der Tatsache, dass die durch die betroffenen Gemeinden durchgeführten öffentlichen Untersuchungen bei den Anwohnern der Gemeinde Braine-l'Alleud Bemerkungen und Beanstandungen ausgelöst haben;

In der Erwägung, dass die Gemeinde Braine-l'Alleud während der öffentlichen Untersuchung vier Schreiben erhalten hat;

Aufgrund der am 19. Dezember 2016 für die betroffenen Abänderungen abgegebenen günstigen Stellungnahme von VIVAQUA;

Aufgrund der am 20. Januar 2017 für die gesamten vorgeschlagenen Abänderungen abgegebenen günstigen Stellungnahme des SPW-DGO5;

Aufgrund der am 1. Februar 2017 für die gesamten vorgeschlagenen Abänderungen abgegebenen günstigen Stellungnahme des SPW-DGO3;

Aufgrund der am 17. Januar 2017 für die gesamten Abänderungen abgegebenen günstigen Stellungnahme und der bedingt günstigen Stellungnahme für vier unter diesen Abänderungen des SPW-DGO4;

Aufgrund der bedingt günstigen Stellungnahme des SPW-DGO4 für die 13.04, 13.07, 13.12, 13.13 nummerierten Abänderungen des SpZeg;

In der Erwägung, dass sich die vorerwähnten Bedingungen auf Folgendes beziehen:

- die Notwendigkeit, eine Globalgenehmigung in Abweichung des Sektorenplans für den Bau von Sanierungsbauelementen zu beantragen (13.04, 13.13);

- die Berücksichtigung des industriellen und häuslichen Abwassers eines Unternehmens für eine Klärung zusammen mit dem Abwasser des Viertels (13.04);

- die Tatsache, dass in dem Gebiet, für das ein kollektives Sanierungsverfahren vorgeschlagen wird, kein Abwasser entsteht (13.07);

- einen Abänderungsvorschlag, der in seinem Zustand als unbefriedigend beurteilt wird (13.12);

- die Angemessenheit, eine Klärstation aufrecht zu erhalten, während das Abwasser des Gebiets in eine andere Klärstation weitergeleitet wird (13.13).

In Erwägung der von der "S.P.G.E." geäußerten und im Entwurfbericht angeführten Bemerkungen;

In der Erwägung, dass die Abänderung mit der Nummer 13.07 infolge der Zurateziehung der betroffenen Instanzen aus dem Entwurf zur Abänderung des SpZeg der Senne gestrichen wurde;

In der Erwägung, dass die 13 anderen oben erwähnten Abänderungen, so wie sie im Vorentwurf des SpZeg der Senne vorgestellt werden, erhalten bleiben;

Aufgrund des in Anhang I erwähnten Berichts über den Entwurf zur Abänderung des SpZeg der Senne;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Regierung genehmigt die Abänderung des in Anhang I erwähnten Sanierungsplans pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne.

Art. 2 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. Mai 2017

Der Ministerpräsident,

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,

C. DI ANTONIO

Anhang I - Abänderung des Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiets der Senne

Der abgeänderte Sanierungsplan pro Zwischeneinzugsgebiet der Senne besteht aus einem Bericht über die Abänderungen des besagten SpZeg und den Karten, die jeder Abänderung beigefügt werden.

In diesem Bericht werden die Stellungnahmen der zu Rate gezogenen Instanzen und der Bürger zusammengefasst und kommentiert. Der Bericht schließt ebenfalls die erforderlichen Angleichungen der Pläne je nach der Entwicklung der verfügbaren faktischen Daten innerhalb des Umkreises der Sanierungspläne pro Zwischeneinzugsgebiet mit ein, insbesondere hinsichtlich der Einrichtung der Sammelleitungs- und Kanalisationsnetze.

Diese Dokumente können bei der "Société Publique de Gestion de l'Eau", 14-16, avenue de Stassart in 5000 NAMUR, sowie auf der Webseite der "S.P.G.E." eingesehen werden: <http://www.spge.be> (Rubrik "Assainissement", Unterrubrik "Plans d'assainissements (PASH)").

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/203554]

24 MEI 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne (bladen 1/16, 2/16, 3/16, 7/16, 8/16 et 11/16)

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 2000/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 oktober 2000 tot vaststelling van een kader voor communautaire maatregelen betreffende het waterbeleid;

Gelet op Richtlijn 91/271/EEG van de Raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, inzonderheid op de artikelen D.52 tot D.61 en D.79;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, inzonderheid op de artikelen D.216 tot D.218 en op de artikelen R.284 tot R.290;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op artikel 43, § 2 en 3 houdende organisatie van het openbaar onderzoek;

Gelet op het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne dat op 22 december 2005 definitief is goedgekeurd door de Waalse Regering en dat op 10 januari 2006 in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt;

Gelet op de aanvragen tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne, voorafgaand aan de inwerkingtreding op 1 januari 2017 van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016 tot wijziging van het Waterwetboek;

Overwegende dat de procedure voor de herziening van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne verdergezet dient te worden overeenkomstig de bepalingen van het Waterwetboek, voorafgaand aan de inwerkingtreding op 1 januari 2017 van het besluit van 1 december 2016 tot wijziging van het Waterwetboek;

WIJZIGING VAN HET SANERINGSPLAN PER ONDERSTROOMGEBIED

Gelet op de noodzaak tot wijziging van de saneringsplannen per onderstroomgebied door deze opdracht aan de "S.P.G.E." toe te vertrouwen;

Gelet op de goedkeuring door de Waalse Regering van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne op 6 oktober 2016, met name betreffende:

Overwegende dat het project meer bepaald betrekking heeft op :

- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor een gedeelte van de « Chemin des Dames » op het gemeentelijke gebied van 's-Gravenbrakel (wijziging nr. 13.01);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor een gedeelte van de « Chemin Malpaix » op het gemeentelijke gebied van 's-Gravenbrakel (wijziging nr. 13.02);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor een gedeelte van de « Chemin de la Sablière » op het gemeentelijke gebied van 's-Gravenbrakel (wijziging nr.13.03);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor de wijk « Clair Soleil » op het gemeentelijke gebied van Eigenbrakel en Nijvel (wijziging nr. 13.04);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor een gedeelte van de « Chemin des Eglantiers » op het gemeentelijke gebied van Eigenbrakel (wijziging nr. 13.05);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel van de « rue Rombaut » op het gemeentelijke gebied van Waterloo (wijziging nr. 13.06);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de wijk « Sept Fontaines » op het gemeentelijke gebied van Eigenbrakel (wijziging nr.13.08);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor een gedeelte van de « rue Cattys » op het gemeentelijke gebied van Kasteelbrakel (wijziging nr.13.09);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor een gedeelte van de « rue du Vieux Pavé d'Asquemont » op het gemeentelijke gebied van Itter (wijziging nr.13.10);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de « rue Haute Hourdenge » op het gemeentelijke gebied van Itter (wijziging nr. 13.11);
- de overgang van het gemeenschappelijke saneringsstelsel naar het autonome saneringsstelsel voor de « rue Sartiau » op het gemeentelijke gebied van Rebecq (wijziging nr. n°13.12);
- de overgang van het autonome saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor een groot gedeelte van het gehucht Mussain op het gemeentelijke gebied van Tubeke (wijziging nr. 13.13);
- de overgang van het tijdelijke saneringsstelsel naar het gemeenschappelijke saneringsstelsel voor het industriepark van Zinnik - 's-Gravenbrakel op het gemeentelijke gebied van Zinnik en 's-Gravenbrakel (wijziging nr. n°13.14);

Overwegende dat de Regering beslist heeft de vrijstelling gelijktijdig met de goedkeuring van het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne toe te kennen, dat ze de redenen heeft vermeld waarvoor ze beslist heeft dat plan vrij te stellen van een milieueffectenbeoordeling in haar besluit van 6 oktober 2016 bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 oktober 2016;

Overwegende dat de Regering de "S.P.G.E." ermee heeft belast dit voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne te onderwerpen aan de raadpleging van de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, de betrokken houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op de adviesaanvraag gezonden op 14 november 2016 door de "S.P.G.E." aan de gemeenten betrokken bij het overwogen onderstroomgebied, aan de houders van winningen van tot drinkwater verwerkbaar water en aan de bevoegde Directoraten-generaal van de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het openbaar onderzoek georganiseerd op het grondgebied van de betrokken gemeenten;

Overwegende dat de adviezen overeenkomstig artikel R.288, § 4, van het Waterwetboek, binnen negentig dagen na de aanvraag van de "S.P.G.E." worden overgemaakt; na die termijn worden de adviezen geacht gunstig te zijn;

Gelet op de gunstige of gunstig geachte adviezen van de gemeenten geraadpleegd voor het geheel van de voorgelegde wijzigingen;

Overwegende dat de openbare onderzoeken georganiseerd door de betrokken gemeenten voor opmerkingen hebben gezorgd bij de omwonenden van de gemeente Eigenbrakel;

Overwegende dat de gemeente Eigenbrakel gedurende het openbare onderzoek vier bezwaarschriften heeft ontvangen;

Gelet op het gunstige advies van VIVAQUA uitgebracht op 19 december 2016 op de betrokken wijzigingen;

Gelet op het gunstige advies van de Waalse Overheidsdienst-DGO5 (via AViQ) uitgebracht op 20 januari 2017 op het geheel van de voorgelegde wijzigingen;

Gelet op het gunstige advies van de Waalse Overheidsdienst-DGO3 uitgebracht op 1 februari 2017 op het geheel van de voorgelegde wijzigingen;

Gelet op het gunstige advies van de Waalse Overheidsdienst-DGO4 op het geheel van de wijzigingen en het voorwaardelijk gunstig advies op vier ervan, uitgebracht op 17 januari 2017;

Gelet op het voorwaardelijk gunstig advies van de Waalse Overheidsdienst-DGO4 voor de wijzigingen van het saneringsplan per onderstroomgebied genummerd 13.04, 13.07, 13.12, 13.13;

Overwegende dat de bovenvermelde voorwaarden betrekking hebben op :

- de noodzakelijkheid om een globale vergunning te vragen in afwijking van het gewestplan voor de uitvoering van saneringswerken (13.04, 13.13);

- het in aanmerking nemen van industrieel en huishoudelijk water van een bedrijf voor een gezamenlijke zuivering met het afvalwater van de wijk (13.04);

- het gebrek aan afvalwater voor de plaats voorgesteld als gemeenschappelijk saneringsstelsel (13.07);

- een voorstel tot wijziging dat in huidige staat onvoldoende wordt geacht (13.12);

- de relevantie om een zuiveringsstation in stand te houden terwijl het afvalwater van de locatie naar een ander zuiveringsstation wordt afgevoerd (13.13).

Gelet op de door de « S.P.G.E. » uitgebrachte commentaren en vermeld in het ontwerpverslag;

Overwegende dat wijziging nr. 13.07 van het ontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne na de raadpleging door de betrokken instanties is geschrapt;

Overwegende dat de 13 andere bovenvermelde wijzigingen zoals voorgesteld in het voorontwerp van wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne dus gehandhaafd worden;

Gelet op het verslag betreffende het ontwerp tot wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne bedoeld in bijlage I;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering keurt de wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne bedoeld in bijlage I goed.

Art. 2. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 24 mei 2017.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

Bijlage I - Wijziging van het saneringsplan per onderstroomgebied van de stroomafwaartse Zenne

Het gewijzigde saneringsplan per onderstroomgebied van de Zenne bestaat uit een kaart en uit een verslag betreffende de wijzigingen van dat saneringsplan per onderstroomgebied en de bij elke wijziging horende kaarten.

De adviezen van de geraadpleegde instellingen en burgers worden in dit verslag samengevat en uitgelegd. Het bevat ook de nodige aanpassingen van de plannen naar gelang van de ontwikkeling van de beschikbare feitelijke gegevens, met name in termen van uitvoering van de verzamelaar- en rioleringsnetten binnen de omtrek van de saneringsplannen per onderstroomgebied.

Die bestanddelen liggen ter inzage bij de "Société publique de gestion de l'eau", 14-16, avenue de Stassart, te 5000 Namen, en kunnen ook op de website van de "S.P.G.E." ingekeken worden: <http://www.spge.be> (Rubriek « Assainissement»; Onderrubriek « Plans d'assainissement (PASH) »).